



# TOUTES ET TOUS EN GRÈVE MARDI 18 MARS

## CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ, POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE, LES SERVICES PUBLICS, POUR L'EMPLOI ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Manifestation à Metz  
Mardi 18 mars 2014

Départ 14 heures 30  
de la place Mazelle

*Les organisations syndicales FO, CGT, CNT de Moselle rejettent, comme leurs Confédérations ou organisations nationales, le pacte de responsabilité proposé par le gouvernement pour le bénéfice exclusif du patronat.*

*Ce pacte est une nouvelle traduction des politiques d'austérité menées par le gouvernement au nom du traité budgétaire européen. Son objectif est dans ce cadre exclusivement de réduire les dépenses et les déficits publics et de baisser le coût du travail au prétexte d'une meilleure compétitivité des entreprises.*


- *Après la loi du 14 juin 2013 qui a introduit plus de flexibilité et plus de précarité en matière de droit du travail et de droit sociaux,*
- *Après l'allongement de la durée de cotisations à 43 années qui rend de plus en plus lointaine la possibilité de prendre sa retraite, et de plus en plus certaine l'augmentation de la précarité pour les salariés les plus âgés,*

*Le chef de l'État et le gouvernement continuent sans état d'âme à prodiguer largesses et cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises ; cadeaux qu'ils vont faire payer aux travailleurs et à leurs familles par la remise en cause de la Protection sociale et des Services publics et par la dégradation de leur pouvoir d'achat.*

*En effet, au travers de la suppression de la cotisation patronale d'allocations familiales, ce sont 30 milliards d'euros qui devront être supportés d'une manière ou d'une autre par les salariés : de la même manière par exemple que les 20 milliards du CICE qui sont ou seront financés à hauteur de 10 milliards d'euros par l'augmentation de la TVA.*

*En expliquant qu'il fallait réduire le coût du travail et dans le même temps en finir avec « les excès et les abus de la Sécurité sociale », le président de la République a décidé de porter un coup fatal à la Sécurité sociale, celle issue du Conseil national de la résistance : la Sécurité sociale qui permet à tous les travailleurs et leurs familles de faire face aux aléas de la vie en fonction de leurs besoins et de contribuer à la solidarité ouvrière en fonction de leurs moyens.*

## Appel intersyndical national



**Déclaration des organisations syndicales**  
CGT, FO, FSU, Solidaires

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires se sont rencontrées le 21 février 2014.

Face à la situation sociale vécue par les salariés du privé et du public, les privés d'emploi et les retraités de notre pays, elles décident de faire du 18 mars une journée interprofessionnelle de mobilisation massive. Elles les appellent à prendre toute leur place dans cette journée d'action tant sur leur lieu de travail que dans les territoires.

Elles invitent à rechercher l'unité d'action la plus large pour exiger des mesures urgentes en faveur des salariés, de l'emploi, de la protection sociale et du service public.

La stagnation du SMIC et le gel du point d'indice des fonctionnaires sont intolérables et handicapent gravement la relance économique. L'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé est donc une priorité.

Les entreprises reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune conditionnalité ni évaluation de l'efficacité de ces aides en matière d'emploi et d'investissements et sans contrôle. L'ensemble de ces aides doit être remis à plat et évalué économiquement et socialement.

La relance de l'emploi passe par un plan socialement utile, d'investissements industriels, de sécurisation de l'emploi pour les salariés, de création d'emplois de qualité, de relance du pouvoir d'achat et de développement des services publics.

Nos organisations considèrent que les annonces liées au pacte de responsabilité, et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, répondent d'une logique inacceptable d'austérité et attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux augmentent.

Nos organisations réaffirment que la protection sociale est un droit universel. Celle-ci est partie intégrante du salaire socialisé. Supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à le diminuer. Elles s'opposent au transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages (y compris par la fiscalité locale). Elles réaffirment leur attachement aux droits familiaux financés par la branche famille de la sécurité sociale. C'est un des éléments qui concourt à l'égalité entre les femmes et les hommes en favorisant l'accès au travail des femmes.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités à se mobiliser et à participer massivement aux actions interprofessionnelles de manifestations, rassemblements et grève du 18 mars.

Paris, le 21 février 2014

*Ce cadeau de 30 milliards accordé aux entreprises est un nouveau hold-up commis conjointement par le gouvernement et le patronat sur le salaire différé qui est le pilier de la Protection sociale. De la même manière la réduction de 50 milliards des dépenses publiques programmée est un véritable coup de massue sur les Services publics, les fonctionnaires et les travailleurs.*

*Les organisations syndicales FO, CGT, CNT de Moselle considèrent qu'il faut en finir avec cette logique libérale du gouvernement et du patronat, qu'il faut stopper à tout prix cette politique de baisse du coût du travail, de destruction budgétaire qui va accentuer les coupes claires dans l'ensemble de la Fonction publique, d'État, hospitalière et territoriale, et qui surtout va rendre impossible toute croissance et de ce fait augmenter de manière considérable les destructions d'emplois et le chômage.*

*Alors que les salariés et militants syndicalistes s'opposent à cette politique d'austérité, ils ne cessent de subir la répression de l'État et du patronat. C'est pourquoi les organisations syndicales de Moselle revendiquent l'amnistie sociale, civile et pénale pour les militants menacés. Rappelons que les voyous ne sont pas les travailleurs qui combattent, mais bien les patrons qui profitent !*

*Pour les organisations syndicales de Moselle FO, CGT, CNT il n'y a pas d'autre issue que de construire le rapport de force et préparer les conditions de la grève interprofessionnelle.*

**Dans ce cadre, elles appellent leurs syndicats :**

**à s'inscrire résolument dans le mouvement du 18 mars 2014,  
à se rencontrer pour définir leurs cahiers de revendications  
et à appeler à la grève dans toutes les entreprises et administrations de Moselle**

- **Contre l'austérité et le pacte de responsabilité gouvernement/patronat ;**
- **Contre la baisse du coût du travail ;**
- **Pour la défense de la Sécurité sociale de 1945  
et la défense des Services publics ;**
- **Pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;**
- **Pour l'augmentation des salaires, des pensions, des revenus de remplacement  
et des minima sociaux.**

*Les organisations syndicales FO, CGT, CNT appellent tous les salariés en grève le 18 mars à se rassembler dans leurs entreprises ou administrations et à rejoindre la manifestation départementale à Metz.*

# **TOUTES ET TOUS EN GRÈVE MARDI 18 MARS**

**CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ,  
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE,  
LES SERVICES PUBLICS,  
POUR L'EMPLOI ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES**